

Communiqué de presse Jeudi 30 janvier 2025

La Région Auvergne-Rhône-Alpes étrangle l'Économie Sociale et Solidaire : 1,7 M€ de budget supprimés

En décidant de supprimer 1,7 million d'euros au déjà réduit budget régional dédié à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), Fabrice Pannekoucke et sa majorité tournent le dos à un secteur clé de notre territoire. Cette décision impacte directement des structures emblématiques comme l'AGF SCOP (200k€ en 2024), France Active (1,04 M€ en 2024), la CRESS (230k€ en 2024) ou encore des outils essentiels comme le Dispositif Local d'Accompagnement (220k€ en 2024). Ce sont des centaines d'initiatives locales et des milliers d'emplois qui sont ainsi menacés.

Un mépris pour une région au lien historique avec l'ESS

Cette coupe budgétaire est d'autant plus incompréhensible qu'Auvergne-Rhône-Alpes est l'une des régions les plus dynamiques de France en matière d'Économie Sociale et Solidaire. Forte de son ancrage historique, elle est la 2^e région en termes de volume d'emplois et d'établissements ESS, juste après l'Île-de-France : 327 378 emplois, soit 1 emploi sur 9 dans l'économie régionale et 1 sur 7 dans le secteur privé, 27 555 établissements employeurs.

Loin d'être marginal, le secteur de l'ESS s'étend à tous les domaines de l'économie, qu'il organise autrement : priorisation des solidarités, gouvernance démocratique, et obligation de provisionner sur le fond de roulement. Cette robustesse a permis aux structures de l'ESS de mieux résister aux crises récentes, comme le démontre le taux de pérennité des SCOP et SCIC : 82 % à 3 ans, bien au-dessus de la moyenne des entreprises.

Une décision irresponsable et dogmatique

Depuis 2016, la Région sous la majorité de Laurent Wauquiez s'est déjà attaquée à l'ESS, avec des coupes drastiques qui ont notamment conduit à la disparition des financements pour des acteurs majeurs comme les Cigales AuRA. Aujourd'hui, cette nouvelle suppression budgétaire asphyxie davantage encore un secteur essentiel.

L'ESS contribue pourtant à des enjeux majeurs de notre territoire :

- **Soutien à l'emploi local** : insertion des publics éloignés de l'emploi et création d'emplois non délocalisables.
- **Transition écologique** : développement de projets innovants et durables.
- **Cohésion sociale** : dynamisation des territoires ruraux et urbains grâce à des solidarités renforcées.

En fragilisant ces structures, la Région met en péril l'avenir de centaines de projets, la transition écologique et le lien social indispensable à la vie des habitantes et habitants d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Nous, groupes de gauche et écologistes au conseil régional, dénonçons avec force ce choix dogmatique et irresponsable. Nous appelons Fabrice Pannekoucke et sa majorité à revenir sur cette suppression de budget et à engager un dialogue avec les acteurs de l'ESS. Nous invitons tous les acteurs économiques, associatifs et citoyens à se mobiliser pour défendre l'ESS, pilier d'une économie locale, solidaire et durable.

Signataires :

Groupe "Les Écologistes" au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Groupe "Socialiste, écologiste et démocrate" au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Groupe "Insoumis et communistes" au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Groupe "PRG - Le Centre gauche" au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes